

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'Etat en Vaucluse  
84905 AVIGNON Cedex 9

Avignon le 23 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SEPR**

2539, route de Sorgues  
84131 LE PONTET

Références : D-00330-2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement SEPR implanté 2539, route de Sorgues 84131 LE PONTET. L'inspection a été annoncée le 05/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEPR
- 2539, route de Sorgues 84131 LE PONTET
- Code AIOT dans GUN : 0006400499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Européenne de Produits Réfractaires (SEPR) est une filiale à 100% du groupe Saint Gobain spécialisée dans la fabrication de produits réfractaires entrants dans la composition de fours industriels. SEPR fabrique des réfractaires électrofondus ainsi que des céramiques (billes, grains et poudres) pour les business de SEFPRO / ZIRPRO et PCR (branche matériaux céramiques du groupe Saint-Gobain)

Le site comprend 7 fours de process dont les températures varient entre 1800 et 2400 °C.  
Il emploie environ 400 salariés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Présentation du site suite au changement d'inspecteur
- Suites données à la précédente visite d'inspection de la DREAL
- Respect de l'arrêté de mise en demeure du 01/10/2021 pris à l'encontre de la société

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôles des cuves	AP Complémentaire du 02/05/2016, article 9.1.2.1	/	Sans objet
Installations classées sous la rubrique 2910	AP Complémentaire du 02/05/2016, article 1.2.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
VLE en HF	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 1	/	Sans objet
VLE en NOx	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SEPR a engagé des actions visant notamment à réduire les rejets atmosphériques et respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/10/2021.

Le projet anciennement dénommé Sigma et qui devait constituer une innovation de rupture dans le process délaboration des réfractaires a été arrêté.

L'usine poursuit son développement autour des thématiques environnementales avec divers projets à venir. Les enjeux essentiels environnementaux de ce site portent sur la réduction des rejets atmosphériques et aqueux et la réduction des consommations du site (eau, électricité).

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Contrôles des cuves**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/05/2016, article 9.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles des cuves
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne habilitée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. En particulier, les réservoirs devront faire l'objet d'examens périodiques. L'examen extérieur des parois latérales et du fond des réservoirs doit être effectué 2 fois par an. [...]  Constats de l'inspection du 10/06/2021 :  Constat 2019 :  L'examen extérieur des parois de la cuve ST2, contenant du silisod, n'est pas réalisé. Constat du 10/06/2021 : le contrôle extérieur de la cuve ST1 a été réalisé en août 2020 ; celui de la cuve ST2 est programmé pour l'été 2021 et celui de la cuve ST20 pour l'été 2022. La fréquence de contrôle prévue ne permet pas de respecter les dispositions de l'article 9.1.2.1 de l'AP du 02/05/2016. Comme indiqué lors de l'inspection de 2019, si l'exploitant souhaite demander une modification de cette prescription (cf. remarques n°1 et n°2 de l'inspection de 2019), il devra adresser un dossier de porter à connaissance au Préfet.  Un dossier de porter à connaissance est attendu au dernier trimestre 2021 dans lequel l'exploitant détaillera et argumentera sa demande de modification de la fréquence de contrôle de l'examen extérieur des parois latérales et du fond des réservoirs ST1, ST2 et ST20.
<b>Constats :</b>  La cuve ST1 a fait l'objet du rapport de vérification BV 9567295-1 d'août 2020. La cuve ST2 a été contrôlée en 2021 (rapport BV 11773080). La cuve ST20 doit faire l'objet d'un contrôle en 2022.  Les rapports de vérification des cuves ST1 et ST2, consultés lors de la visite, concluent à la conformité des cuves. La cuve ST1 a fait l'objet de réparations. L'inspection note toutefois que les preuves des réparations sont manquantes (bon d'intervention, PV de travaux ...) au niveau du dossier de vérification de la cuve.  La SEPR émet le souhait de ne contrôler ses cuves qu'une fois tous les 6 ans. Pour ce faire, elle devra porter à la connaissance du préfet cette demande de modification motivée par le bon état des cuves et leur non dégradation et une périodicité actuelle (6 mois) jugée inadaptée à ce type de cuve.
<b>Observations :</b> SEPR est invité à mieux compléter les dossiers de maintenance et de vérification des cuves par toutes les preuves et éléments prouvant, le cas échéant, leur bonne réparation.  Lors de l'inspection précédente, il avait été demandé à SEPR de nous communiquer un PAC pour la modification de la fréquence de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations classées sous la rubrique 2910**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/05/2016, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations classées sous la rubrique 2910
<b>Prescription contrôlée :</b> Constats de la visite du 10/06/2021  Suite à l'inventaire des appareils de combustion transmis par l'exploitant et qui devra être complété pour les groupes électrogènes de secours et le groupe motopompe diesel, l'exploitant portera à la connaissance du préfet le nouveau classement de l'établissement au regard de la rubrique 2910 modifiée par le décret du 3 août 2018.  Il précisera notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'inventaire des appareils de combustion en fonctionnement sur le site (puissance thermique nominale, combustible, année de mise en service)</li><li>- l'éventuel découpage en sous-installations de combustion indépendantes. Plusieurs options sont envisageables : 1 seule installation de combustion regroupant tous les appareils de combustion du site ou bien un découpage en installations de combustions distinctes distantes d'au moins 300 mètres.</li><li>- les appareils de combustion inclus et exclus de la rubrique 2910 au regard du critère suivant : « exclusion de la rubrique 2910 des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes »</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé le travail demandé sur ses installations relevant de la rubrique 2910.  Il a listé comme demandé 54 équipements pour une puissance totale de 20MW répartie comme suit : 7MW pour les fours de cuisson 13 MW pour les utilités hors process de fabrication
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : VLE en HF**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  La valeur limite en concentration pour l'HF pour le four F3X lorsqu'il produit du C104 est de 5 mg/Nm3. La valeur limite en flux pour l'HF pour le four F3X lorsqu'il produit du C104 est de 5 g/h. Constats lors de la visite du 10/06/2021 :  Les valeurs limites d'émission en concentration (5 mg/Nm3)et/ou en flux (5 g/h) pour le paramètre HF ont été dépassées en sortie du four F3X en production C104 en 2018, 2019, 2020 et 2021 : <ul style="list-style-type: none"><li>- autosurveillance 2019 = 43 g/h (et 4,4 mg/Nm3, rapport APAVE N°11218125-001 du 12/12/2019)</li><li>- autosurveillance 2020 = 12,5 mg/Nm3 et 114 g/h (rapport APAVE N°11403625-001 du 19/05/2020)</li><li>- autosurveillance 2021 = 7,2 mg/Nm3 et 204 g/h (rapport APAVE N°11865498-001 du 01/03/2021)</li></ul> Par arrêté préfectoral du 01/10/2021, la SEPR a été mise en demeure de respecter les VLE applicables selon l'échéancier de mise en conformité suivant:

Four 3X (production C104): 1 mois à compter de la notification du présent arrêté

**Constats :**

Comme suite aux constats de la précédente inspection, SEPR a mené un travail d'investigation afin de comprendre les causes de ces dépassements. Il ressort de ce travail que la teneur en fluor observée proviens de la composition du four en C104 qui est une composition développée dans les années 1950 riche en ce composé.

50% des intrants dans le four 3X étant composés de calcins de C104, cette pratique favorise des hauts niveaux de fluor dans la composition des bains et donc dans les rejets de four.

SEPR a profité des arrêts de four entre deux cycles de production afin de mener des tests visant à supprimer la source de fluor (AlF3) dans la composition du C104.

Les premiers résultats sont encourageants et montrent une baisse significative des teneurs en HF.

Le dernier rapports d'autosurveillance (Rapport APAVE 12601921-001 du 23/05/2022) fait état des valeurs d'émissions réduites avec une concentration moyenne de 0,075 mg/Nm3 et un flux de 0,7g/h.

Considérant cela, la SEPR a écrit à l'autorité préfectorale en date du 10/12/2021 afin de solliciter un report de l'échéance de conformité fixée dans l'arrêté de mise en demeure sur les rejets en HF du four 3X. SEPR souhaite voir porter cette échéance au 31/12/2022 au lieu du 31/12/2021 et ce, considérant le temps nécessaire afin de faire valider le changement de composition de leur produit (tests de requalification et validation des clients).

Considérant le travail important qui a été déjà été menée par la SEPR sur le sujet, les résultats encourageants, l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale d'accéder à la demande de la SEPR

Enfin et nonobstant les travaux en cours visant à supprimer le fluor des gammes de produits du four 3x, l'inspection des installation, interrogée à ce sujet par l'exploitant, a relevé une incohérence des valeurs limites d'émissions en HF dans l'arrêté préfectoral en vigueur car comme indiqué dans le rapport de l'inspection du 14 janvier 2016 : "Pour les émissions liées au procédé, et en l'absence de NEAMTD, il est proposé de retenir les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux émissions des ICPE relevant de l'autorisation".

En conséquence, Les valeurs limites à prendre en compte sont celles l'article 59 de l'AM du 2/2/98 modifié. Les VLE à considérer sont donc de 500g/h en flux pour une concentration limite de 5mg/Nm3

L'inspection considère que la mise en demeure a été suivie d'effets.

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : VLE en NOx**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> La Valeur limite en concentration pour les NOx est de 500 mg/Nm3 pour les fours suivants : - four 24 blanc - four 52  Constats de la visite du 10/06/2021 :  Les résultats des mesures en NOx en sortie du four 24 blanc ont été non conformes à plusieurs reprises, notamment :  - contrôle inopiné 2019 = 1370 mg/Nm3 (rapport BV n°354680681.2.R du 12/09/2019) - autosurveillance 2020 = 2010 mg/Nm3 (rapport BV n°8262682/21.2.R du 05/02/2020) - autosurveillance 2021= 1182 mg/m <sup>3</sup> (rapport APAVE n°11865498-001 du 01/03/2021)  Les résultats des mesures en NOx en sortie du four 52 ont été non conformes à plusieurs reprises, notamment :  - autosurveillance 2018 = 780 mg/Nm3 (rapport APAVE 10436801-001 du 20/08/2018) - autosurveillance 2018 = 1 591 mg/Nm3 (rapport APAVE n°10651329-001 du 21/01/2019) - autosurveillance 2019 = 1 810 mg/Nm3 (rapport APAVE n°11175568-001 du 27/01/2020) - autosurveillance 2020 = 708 mg/Nm3 (rapport APAVE n°11403625-001 du 19/05/2020) - contrôle inopiné 2020 = 721 mg/Nm3 (rapport BV n°348910938.2.R du 18/08/2020)  Par arrêté préfectoral du 01/10/2021, la SEPE a été mise en demeure de respecter les VLE applicables selon l'échéancier de mise en conformité suivant:  * Four 24 blanc (production 1195) : 30 juin 2023 Les échéances intermédiaires suivantes permettent de suivre l'efficacité des actions de mise en conformité prévues par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1er janvier 2022 : 900 mg/Nm3</li><li>• 1er janvier 2023 : 700 mg/Nm3</li><li>• 30 juin 2023 : 500 mg/Nm3</li></ul> * Four 52 (production 1682) : 30 juin 2023 Les échéances intermédiaires suivantes permettent de suivre l'efficacité des actions de mise en conformité prévues par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1er janvier 2022 : 600 mg/Nm3</li><li>• 1er janvier 2023 : 550 mg/Nm3</li><li>• 30 juin 2023 : 500 mg/Nm3</li></ul> * Four 52 (production 55xx) : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté

**Constats :**

En 2021, un travail d'analyse sur l'origine des dépassements en NOx et les actions à prendre afin de réduire les émissions de NOx a été menée par SEPR en partenariat avec le centre de R&D de Cavaillon.

Ce travail a été mené lors des arrêts de four et a consisté en une étude portant sur l'aéraulique du four, la composition des matières premières du four, la conduite du four ainsi que sur d'autres facteurs pouvant influencer les rejets en NOx.

SEPR a mis en évidence l'influence de l'aéraulique des ses fours qui favorise la diffusion de NOx créées à l'interface du bain avec les cathodes .

L'avancement des travaux a été présenté à l'inspection .

S'agissant du four 24 blanc, les travaux menés devraient permettre d'atteindre les valeurs cible fixées dans l'arrêté de mise en demeure. SEPR fera prochainement intervenir l'APAVE afin d'acter du respect des VLE intermédiaires.

S'agissant du four 52, les travaux menés sont de nature différente car le four produit de petites quantités de produits mais à des fréquences plus élevées. Un lien entre les températures des fumées et les quantités de NOx produites a été clairement mis en évidence. Ce four nécessite un investissement de l'ordre de 60k€ afin de l'équiper d'un nouveau ventilateur qui améliorera la combustion.

Considérant cela, la SEPR a écrit à l'autorité préfectorale en date du 10/12/2021 afin de solliciter un report des premières échéances de conformité sur le four 52 au 30/11/2022 au lieu du 30/06/2022. Les autres échéances intermédiaires resteraient inchangées.

Considérant le travail important qui a été déjà été menée par la SEPR sur le sujet, les résultats encourageants sur le four 24 et l'analyse des causes de dépassement en NOx au niveau du four 52, l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale d'accéder à la demande de la SEPR de se voir imposer la VLE intermédiaires de 600mg/Nm3 au 30/11/2022 au lieu du 30/06/2022.

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet